

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Vol. 3/10

UNIVERSITÉS : DES DIFFICULTÉS D'ADAPTATIONS AUX NOUVEAUX ENJEUX QUI CRÉENT UN APPEL D'AIR POUR LE SECTEUR PRIVÉ



Novembre 2020
Clément Renaud

GRANDLYON
la métropole

NOVEMBRE 2020
Métropole de Lyon

■ **Coordination**

Nicolas Leprêtre, Eddy Maaroufi, Jean-Loup Molin (DPDP)

■ **Enquête, analyse, rédaction**

Clément Renaud

■ **Réalisation**

Nathalie Joly (DPDP)

Illustration de couverture : AdobeStock

SOMMAIRE



INTRODUCTION	p.5
Former au monde de demain	p.7
Rigidités disciplinaires et aberrations administratives	p.9
Transformation de l'écriture	p.11
Numérisation des formations	p.12
Formations courtes pour apprendre à « faire »	p.13
Internationalisation de l'éducation	p.14
Enseignement supérieur public : une fracture à l'image de la société française.....	p.15
CONCLUSION : Transformer l'enseignement supérieur par la recherche?	p. 17



INTRODUCTION

Depuis plusieurs décennies, l'arrivée des réseaux numériques et l'internationalisation croissante des échanges ont profondément modifié la constitution et la diffusion des savoirs. Les savoir-faire de l'écriture, autrefois chasse gardée des lettrés universitaires, sont désormais appropriés par différents acteurs privés : plateformes en ligne, réseaux d'éducation à distance, écoles privées, etc. En France, les organismes publics de l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) peinent à trouver leur place dans cette nouvelle distribution des rôles.

L'université publique en particulier fait face à deux injonctions contradictoires : la volonté d'une continuité institutionnelle et la nécessité pratique de se transformer. Les exigences administratives de l'institution (fusion des universités, nouvelles structurations des postes et des enseignements, etc.) (im)mobilisent largement l'énergie des décideurs et acteurs de l'université. Alors que les demandes de la société et des étudiants se font de plus en plus pressantes, l'offre de formation universitaire peine à s'adapter aux nouvelles formes d'apprentissage et de savoirs en pleine évolution.

Conservatisme, manque de clairvoyance ou faute de moyens, les difficultés de l'université publique laissent un espace vacant, comblé avec plus ou moins de réussite par une myriade d'acteurs notamment de l'enseignement supérieur privé. Ainsi, pour comprendre le transfert d'activités de formation (et de recherche) vers la sphère privée qui s'opère aujourd'hui dans la métropole de Lyon, il est nécessaire de considérer la situation de l'université publique, et plus largement la nouvelle organisation de la production et diffusion des savoirs et compétences qui se dessine.



Au sortir de la crise financière de 2008, l'OCDE annonçait :

« La période qui suivra la crise économique mondiale sera caractérisée par une demande sans précédent en enseignement universitaire. Les investissements dans le capital humain contribueront à la reprise, à condition que les établissements soient en mesure de répondre à cette demande. »¹

Comment affronter les défis présents et à venir? De quels savoirs et savoir-faire disposons-nous? Et comment les mettre en œuvre? Alors que le monde est aujourd'hui secoué par une tragédie sanitaire aux conséquences politiques, économiques et sociales qui s'annoncent vertigineuses, la question de la qualité de l'enseignement supérieur et de la formation des jeunes adultes apparaît plus que jamais cruciale.



Grève de lycéens à Lyon le 20 septembre 2019 – photo : Youth for the Climate

Les défis identifiés depuis les années 1980 sont plus que jamais présents aujourd'hui. Tout d'abord, la transformation par l'activité humaine des écosystèmes naturels, avec ses conséquences sur nos modes de vies – et notre survie². Ensuite, l'intégration grandissante des systèmes socio-économiques et politiques mondiaux et la nécessité de repenser les modèles de gouvernance existants – locaux, nationaux et internationaux. Enfin, l'importance centrale des technologies et sciences appliquées dans tous les domaines de la vie et du vivant - avec au centre les capacités nouvelles de calculs et de connectivité du numérique³.

Ces changements majeurs ont déjà (et vont continuer de) modifier radicalement la nature du travail, de l'emploi et de l'enseignement. Pourtant, l'offre de formation – pu-

1. Regards sur l'éducation, 2009.

2. Voir Covid-19 ou la chronique d'une émergence annoncée, Pr. Philippe Sansonetti, Collège de France 18 mars 2020.

3. Voir Pablo Jensen, Pourquoi la société ne se laisse pas mettre en équations, Paris, Seuil, coll. « Science ouverte », 2018.

blique comme privée – ne semble pas refléter ces changements majeurs annoncés de longue date. L'expression la plus criante de ce malaise est sans doute la détresse des étudiants, pour qui l'idée de la vie active est souvent une angoisse profonde, se traduisant depuis des années par des grèves endémiques qui s'étendent désormais au secondaire. Cet appel, souvent disqualifié comme la manifestation d'une révolte de jeunesse passagère, nécessite d'être écouté et entendu tant il reflète des tensions profondes traversant toutes les générations⁴.

4. [« Environ 85 % des personnes interrogées ont manifesté leur inquiétude face aux conséquences du changement climatique. », OFCE-Sciences Po 43], 10 Décembre 2018.

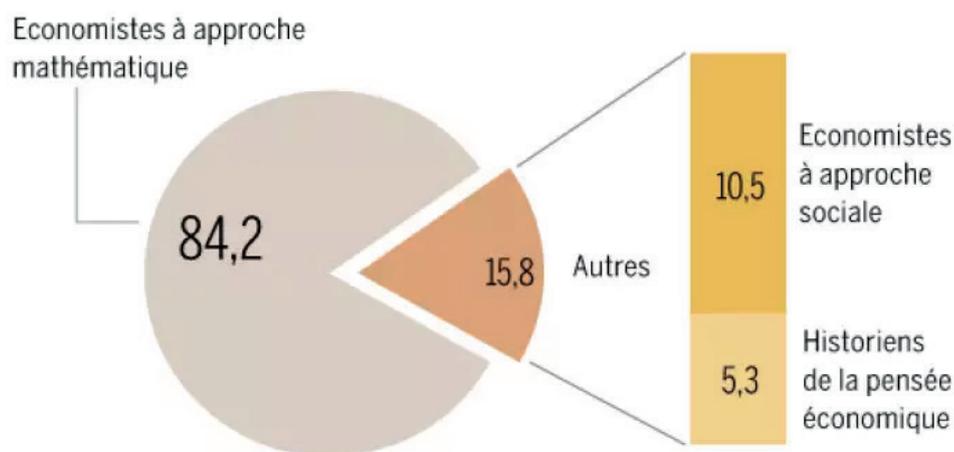
RIGIDITÉS DISCIPLINAIRES ET ABERRATIONS ADMINISTRATIVES



Même si de nombreuses écoles et universités semblent finalement avoir entendu les demandes des étudiants et des lycéens⁵, la rigidité de l'organisation universitaire française présente des difficultés majeures dans la mise en œuvre d'une nouvelle politique d'enseignement. La CNU (Commission nationale universitaire) sanctifie le découpage administratif des savoirs en une cinquantaine de sections correspondant à des domaines scientifiques⁶. Chacune d'elles habilite pour sa discipline et distribue les postes de titulaires. Cette centralisation à la française a longtemps garanti un certain degré d'indépendance et de protection vis-à-vis du politique⁷, mais a aujourd'hui mené à la création de véritables chapelles. Un des exemples le plus parlant est sans doute celui de la section 5 dédiée aux sciences économiques. Plutôt que d'héberger les débats et controverses de cette discipline de première importance, les membres actuels de la section 5 ont barré l'accès à tous les chercheurs ne pratiquant pas exclusivement l'économétrie et les méthodes statistiques. Les réflexions centrales sur le rôle de l'histoire et des cultures dans l'économie n'ont donc pas le droit de cité, excluant *de facto* ces discussions des diplômes d'économie – et interdisant le titre officiel d'économiste même à des stars internationales comme Piketty.

Le recrutement des professeurs d'économie

A L'UNIVERSITÉ, ENTRE 2000 ET 2011, RÉPARTITION EN %



SOURCE : ASSOCIATION FRANÇAISE D'ÉCONOMIE POLITIQUE

Source : Profs d'économie : néoclassiques 1 – hétérodoxes 0, Le Monde, 02 avril 2014

Au-delà des guerres de clochers universitaires, ces aberrations reflètent une difficulté plus profonde du monde universitaire à se saisir des enjeux de société actuelle. L'université française regorge de savoirs et personnes de grande qualité mais s'avère néanmoins un carcan étroit pour concevoir et transmettre des savoirs émergents souvent difficiles à formaliser administrativement. Cette rigidité administrative se perpétue au détriment de la qualité des formations et enseignements.

Ainsi, les étudiants inscrits dans une Licence en Langues étrangères appliquées option

5. EXCLUSIF. « Formons tous les étudiants aux enjeux climatiques » : l'appel de 80 dirigeants d'établissements 22h30, le 14 septembre 2019

6. Voir la liste des sections du conseil national des universités

7. Lire l'entretien d'Emmanuelle Picard, historienne à l'ENS de Lyon. Louis, Marieke. 2020. « Profession : universitaire - Entretien avec Emmanuelle Picard. » La Vie des idées », February.

Tourisme suivront 4 semestres complets de cours sur la stylistique de la littérature médiévale espagnole⁸, mais aucun cours sur l'industrie hôtelière en Amérique du Sud. La raison pour cela est que plusieurs enseignants-chercheurs spécialisés de l'équipe pédagogique remplissent ainsi leurs obligations d'enseignement. De même, un jeune étudiant inscrit dans une des écoles les plus prestigieuses au monde se verra barrer la porte d'un double cursus en France.

Au-delà des anecdotes, ces exemples illustrent une question plus large qui sous-tend la crise que traverse aujourd'hui l'université française : la transformation des systèmes d'écritures et de leurs circulations.

8. Les exemples ont un but illustratif et sont issus de l'expérience personnelle de l'auteur.



Les universités depuis leur origine (ecclésiastique) sont avant tout des institutions de l'écriture. Leur mission – qu'on pourrait résumer par « apprendre à formuler une pensée » – s'appuie sur l'appropriation d'un socle de connaissances fondamentales (l'alphabétisation), définie par l'UNESCO comme « l'acquisition des connaissances et des compétences de base [de lecture et d'écriture] dont chacun a besoin dans un monde en rapide évolution »⁹.

Les travaux d'anthropologie de la connaissance montrent comment l'écriture existe non seulement comme un outil savant, mais également comme un mode de formation de l'esprit et d'organisation de la pensée. L'anthropologue Jack Goody qualifie notamment l'écriture de « technologies de l'intellect »¹⁰. Ainsi, pour aider à formuler une pensée critique sur le monde d'aujourd'hui, l'université doit se saisir de modes d'écriture actuels qui ont considérablement évolués depuis 50 ans avec l'arrivée des technologies numériques.

Or, derrière les termes d'« alphabétisation numérique » ou de « culture numérique » qu'on entend souvent se cache un vaste champ de connaissances et de compétences comprenant non seulement la programmation informatique, mais également une connaissance des mondes, pratiques et outils qui entourent les nouvelles industries de l'écriture. Une personne habile en informatique ne possédera pas nécessairement les outils réflexifs pour former une pensée critique intéressante¹¹. Le « numérique » n'est pas plus une affaire d'informaticiens que le livre d'imprimeurs.

Sciences Sociales et « Humanités numériques »

Les sciences humaines et sociales souffrent particulièrement de ce passage à l'écriture numérique. Souvent cantonnées à des domaines expérimentaux comme les « humanités numériques », l'appropriation des technologies numériques dans les pratiques de recherche impliquent souvent un renouvellement des méthodes et champs disciplinaires installés.

voir à ce propos Wieviorka, M. 2013. « L'impératif numérique ou La nouvelle ère des sciences humaines et sociales ? » CNRS.

Avec le numérique, les grandes institutions de l'écriture ne sont plus nécessairement des universités, mais également des acteurs privés souvent extranationaux (Google, Facebook, etc.). La maîtrise de cette nouvelle capacité d'écriture s'accompagne d'un immense pouvoir de contrôle dans l'organisation et la diffusion des savoirs. Des domaines comme l'archivage, la recherche et l'enseignement, autrefois chasses gardées des universités dans le monde du livre, sont désormais contrôlés par de nouvelles institutions qui redessinent les structures de pouvoir de l'écrit.

Autrement dit, l'université en France n'occupe pas aujourd'hui une place prépondérante dans la production et l'appropriation de nouvelles formes de connaissances utilisant le numérique comme écriture. Dépossédée de ces savoirs autrefois exclusif, la structure administrative persiste sans parvenir réellement à s'adapter aux nouvelles nécessités de sa transmission.

9. Voir la définition complète <https://en.unesco.org/themes/education/>

10. Dans *La Domestication de la pensée sauvage*, Jack Goody montre notamment comment l'apparition de la liste comme représentation écrite du langage a permis d'ordonner, prioriser et classer les idées et participer au raisonnement inductif.

11. Les humanités numériques n'existent pas, Éric Guichard, 2019

NUMÉRISATION DES FORMATIONS

Avec la transformation des systèmes d'écriture, l'université est désormais en compétition non seulement avec d'autres écoles, mais aussi avec un ensemble de fournisseur de services notamment sur Internet. En effet, il est aujourd'hui possible d'apprendre de nombreuses choses sur son téléphone ou son ordinateur, en suivant des cours d'institutions prestigieuses et de spécialistes mondiaux. Le déplacement des savoirs en ligne nécessite de nouvelles approches de l'enseignement en présentiel et à distance.

La tendance est à l'automatisation de la transmission des savoirs via des plateformes numériques afin de répondre aux besoins grandissants de formations. Le français Open Classrooms se présente notamment comme « une école en ligne offrant des parcours diplômants » affichant même un engagement d'« emploi garanti » pour certaines filières¹². Pour les universités, l'automatisation des processus nécessite des changements organisationnels lourds et coûteux, pas évidents à mener. Des plateformes en ligne ou des écoles privées de taille plus restreinte semblent se saisir plus facilement de ces opportunités.

Pour autant, l'injonction au « tout numérique » dans l'enseignement est loin de constituer une solution-miracle. L'exemple des MOOC montre bien comment les espoirs placés dans la numérisation des enseignements traditionnels sont souvent des échecs¹³. La réflexion pédagogique nécessite non pas de déplacer les cours en ligne, mais de repenser le rapport à la lecture et à l'apprentissage dans un contexte où les ordinateurs et téléphones sont devenus omniprésents. La disponibilité d'une grande quantité d'informations en ligne demande de nouvelles compétences (mise en relations, vérification des sources, travail collaboratif, etc.), nécessitant souvent davantage d'expériences et de pratiques.

12. Voir le site <https://openclassrooms.com/fr/>

13. MOOC (de massive open online course) décrit un ensemble de formations en ligne destiné souvent à une très large audience de plusieurs milliers ou dizaines de milliers d'étudiants. Très prisés au début dans la dernière décennie, leur bilan est aujourd'hui mitigé. Voir à ce propos Flavien Bazenet, Valérie Fernandez, Thomas Houy, « Pourquoi les MOOC ne tiennent pas leurs promesses » [archive], sur hbrfrance.fr, 22 août 2018.

FORMATIONS COURTES POUR APPRENDRE À « FAIRE »



Comme le notait l'IFE déjà en 2015 : « la population étudiante n'a jamais été aussi hétérogène, tant en termes de capitaux (social, culturel, économique) que d'âge et de nationalité »¹⁴. L'offre de l'université publique a donc du mal à faire face aux demandes diverses d'une population aussi variée. Les formations « à la carte » nécessitent une gestion complexe des ressources, et mettent à mal une mission sociale importante de l'éducation : la délivrance d'un socle de connaissances communes.

Le marché du travail subit des changements profonds, avec l'automatisation croissante des tâches et la concurrence globalisée des travailleurs¹⁵. Les métiers eux-mêmes évoluent sans cesse pour s'adapter aux réalités socio-économiques émergentes. Chez les jeunes adultes, l'acquisition de compétences est nécessaire non seulement au sortir du secondaire, mais tout au long de la vie professionnelle (stages, apprentissages, reconversions plus fréquentes, etc.). La distinction classique entre formation initiale et continue est mise à mal et la demande pour des formations plus courtes et plus pratiques s'accroît.

Les « coding bootcamp » à Lyon

De nombreuses formations privées se sont spécialisées dans l'enseignement de la programmation informatique. Articulées autour de formats courts (2-6 mois) et des réalisations de projets tutorées, ces *coding bootcamps* permettent rapidement de se former et répondent ainsi à la demande grandissante de développeurs. De qualités variables, elles constituent néanmoins un lieu d'expérimentations pédagogiques (cf. École 42 de Niel).

ex. : à Lyon : Le Wagon, LDLC, La Capsule, etc.

Dans l'université française, la formation continue reste encore sous-développée. L'annonce en 2015 d'un grand chantier pour exploiter ce potentiel gisement économique ne semble pas avoir mené au résultat escompté (480 millions d'euros au lieu du milliard du chiffre d'affaire initialement annoncé en 2020)¹⁶. De nombreuses écoles privées se saisissent de ces opportunités pour développer des offres courtes, très appliquées avec des formats variés. De nombreuses formations veulent apprendre un « métier », plutôt que des connaissances et savoir-faire. Surfant sur la peur des étudiants face à l'incertitude de leur avenir, ces écoles se livrent une forte concurrence dans un marché du travail difficile. De sérieux et de qualité variables, ces formations décrivent parfois des espaces d'expérimentation intéressants¹⁷.

14. Institut français de l'éducation. 2015. « Les nouveaux étudiants, d'hier à aujourd'hui. » Dossier de veille de l'Ifé. No. 106. Décembre 2015.

15. Le rapport vers une « société apprenante » piloté par François Taddei présente bien les enjeux

16. L'appel de 2015 faisait suite aux conclusions du rapport ministériel sur la formation continue universitaire (dit rapport Germinet) paru en Novembre 2015. Voir la note d'information du SIES de Février 2020 pour un résumé détaillé de la situation de la formation continue dans le supérieur public.

17. Des écoles d'art d'un genre nouveau privilégient des sessions courtes et intenses, regroupant enseignants et étudiants sur des projets communs de quelques mois. Voir la NO SCHOOL à Nevers, School of Ma à Berlin ou School for Poetic Computation à New York.

INTERNATIONALISATION DE L'ÉDUCATION

Alors que le nombre d'étudiants ne cesse d'augmenter dans le monde, les écoles comme les plateformes en ligne ne sont plus seulement nationales, mais revêtent une dimension planétaire. Au niveau mondial, des estimations prévoient que nous passerons de 99,4 millions d'étudiants en 2000 à 414,2 millions en 2030, et à plus de 520 millions en 2035¹⁸. De nouveaux géants démographiques, économiques et universitaires apparaissent puisque 40 % des jeunes diplômés de la planète sont aujourd'hui issus de Chine ou d'Inde¹⁹.

Ces changements ne sont pas sans conséquence à l'échelle locale. Les classements internationaux jouent par exemple un rôle déterminant dans les décisions politiques relatives à l'enseignement supérieur²⁰. Mieux encore, un étudiant sur huit est de nationalité étrangère dans l'enseignement supérieur français, soit 343 000 étudiants au total²¹. Pour les étudiants étrangers, la France reste une destination prisée - notamment pour le faible coût des études en comparaison du monde anglo-saxon notamment.

À Lyon, on compte 27 360 étudiants étrangers en 2017 dans le supérieur, soit une augmentation de +18 % depuis 2014²². Les universités lyonnaises ont augmenté leurs frais de scolarité pour les étudiants hors Europe, afin de cibler les classes moyennes indiennes et chinoises¹³. Dans le même temps, le nombre d'étudiants venus d'Afrique et notamment des zones francophones diminue dans les universités françaises - certains préférant désormais la Chine²⁴.

Les stratégies d'écoles mettent aussi de plus en plus en œuvre des modèles multi-sites ou multinationaux reposant sur le développement d'une marque forte. Ainsi, les universités françaises comptent de nombreux campus à l'étranger et l'on voit aussi l'implantation d'écoles venues de l'étranger en France.

EM Lyon et transformation numérique

L'EM Lyon offre un exemple de tentative d'adaptation à ces nouvelles dynamiques. Après un contrat avec IBM comme école pilote, l'école a procédé à la digitalisation de la plupart de ses cours, conservant un ensemble d'ateliers (les Makers Lab) sur chacun de ses campus (4 en France, 1 au Maroc et 1 en Chine).

Rebaptisé Early makers, l'EM mise sur les économies d'échelle avec plusieurs campus utilisant les mêmes outils et support pédagogiques, pilotés par une équipe restreinte et une grande autonomie des étudiants avec des projets communs aux différents sites.

L'offre de formation continue constitue également une autre source de financement importante, reposant sur le prestige de la marque EM notamment.

18. Calderon, Angel. 2012. « Massification Continues to Transform Higher Education. » University World News, no. 237 (Septembre).

19. Coughlan, Sean. 2012. « End of Empire for Western Universities? » BBC News, Juillet.

20. Classements, attractivité... Pourquoi les universités et les écoles se regroupent publié le 13.09.2019 par EducPro/l'Étudiant.

21. D'après État de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en France, n°12, la Documentation Française.

22. D'après le rapport d'activité Campus France 2019.

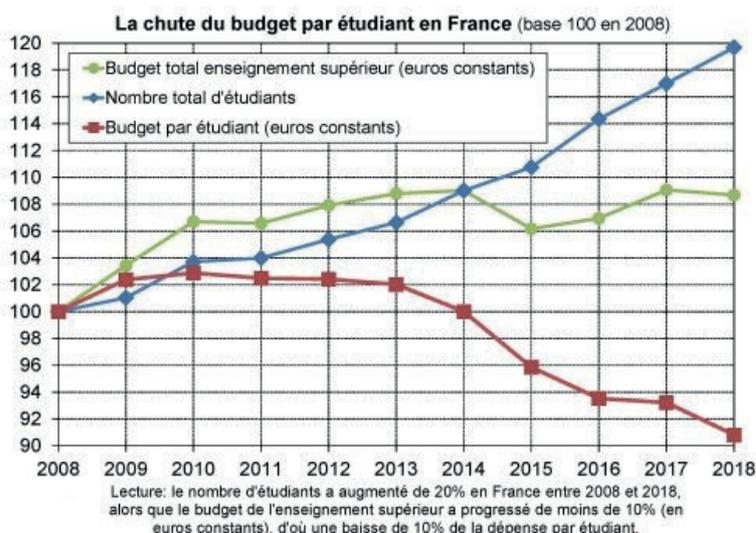
23. Faisant baisser les inscriptions d'étudiants venus de pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest, traditionnellement plus nombreux et francophones. Lire à ce propos : Lyon 2 : environ 30 % d'étudiants étrangers en moins - 20 Mars 2019 - Lyon Capitale.

24. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/09/18/la-chine-nouvelle-destination-phare-des-etudiants-africains_5187402_3212.html, Le Monde Afrique, 02 octobre 2017

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PUBLIC : UNE FRACTURE À L'IMAGE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

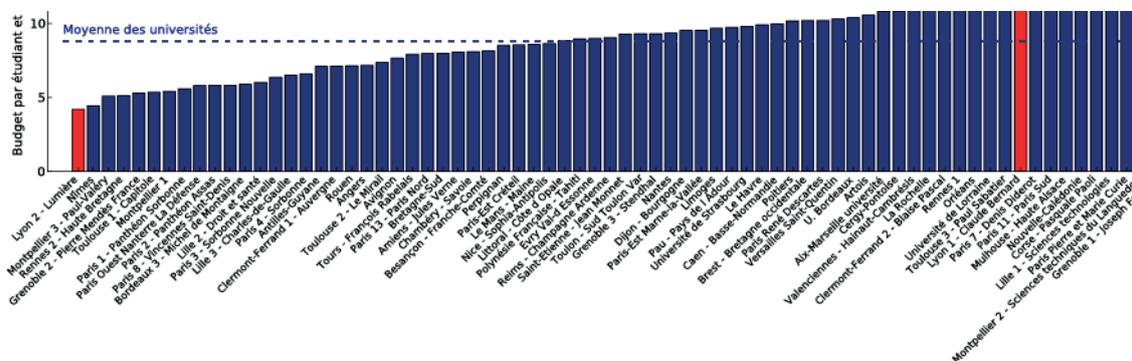


Plus largement, l'enseignement supérieur public souffre de l'absence d'un plan cohérent et d'envergure de transformation du pays. Le fossé qui sépare les conditions d'enseignement dans l'université publique et dans les grandes écoles est le reflet du projet politique actuel de la France, reposant davantage sur les initiatives privées émanant d'un petit nombre.



D'après Budget 2018: la jeunesse sacrifiée (Piketty, 2017)

Pendant l'ancien régime, les universités étaient les garantes de la reproduction de l'ordre établi, ce qui leur valut d'être fermées en 1793 pendant la révolution. Un an plus tard, les Grandes Écoles (Polytechnique, ENS, INALCO) furent créées pour consolider le modèle des Grands Corps de l'État (Ponts, Mines, etc.). Au XIX^e siècle, elles seront les garantes de l'industrialisme et de la foi dans l'idée de progrès sous l'influence notamment des idées de Saint Simon. Après plus de 150 ans, cette division s'est ancrée profondément, avec des Grandes Écoles dont le fonctionnement, le budget et le rôle les distinguent largement du reste de l'enseignement supérieur français.



D'après Berné & Métivier, 2015

L'Université Lyon 2 affiche le plus faible budget par étudiant en France. Des inscriptions en hausse sans augmentation de budget amène à une baisse drastique de qualité des enseignements et des situations absurdes. Certains professeurs ont plusieurs centaines de copies à corriger, les vacataires exercent dans des conditions désastreuses avec parfois plusieurs trimestres de retard de paiement²⁵. Au sein même de l'université, un écart considérable s'est creusé entre les différentes filières, laissant à l'abandon des domaines entiers de compétences et de savoirs constitués.²⁶ Plus largement, la diminution du budget de l'enseignement supérieur témoigne d'une dynamique de désengagement de l'état au profit d'acteurs privés qui n'est pas propre à l'éducation, et se retrouve dans d'autres secteurs de l'économie comme l'énergie ou les transports.

25. Lire le compte-rendu d'un vacataire lyonnais sur Mediapart <https://blogs.mediapart.fr/enseignant-vacataire-en-greve-lyon-2/blog/170215/temoignage-sur-la-realite-des-vacataires-enseignants-de-lyon-2-aujourd-hui>

26. Voir à ce propos Berné & Métivier. « Inégalités de traitement des étudiants suivant les filières en France » Sciences en Marche, 2015.

[Conclusion]

TRANSFORMER L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PAR LA RECHERCHE ?



L'investissement d'une société dans l'éducation est l'expression la plus claire de l'attention qu'elle porte à son futur. La passe difficile que traversent aujourd'hui les institutions de l'enseignement supérieure en France reflète les difficultés de notre société à se renouveler face aux grandes transformations qui traversent la planète depuis 50 ans. Les savoirs et ressources, autrefois largement centralisés au sein d'institutions nationales, sont désormais distribués par des acteurs transnationaux, souvent affiliés à des États seulement indirectement.

L'avènement de ces nouveaux acteurs a modifié radicalement la position autrefois détenue par les institutions publiques. Cette perte de pouvoir effective et la difficulté à l'appréhender ont provoqué un déplacement de l'éducation et de la formation supérieure vers la sphère privée. Les investissements et coûts, autrefois mutualisés par les institutions publiques, ont par exemple été transférés dans le domaine de la dette privée.

Néanmoins, les réponses à mettre en œuvre pour faire face aux nouveaux modèles de production et de diffusion de savoirs numériques et mondialisés nécessitent une réponse coordonnée d'un grand nombre d'acteurs. Les besoins en recherche/formation pour comprendre et anticiper les changements écosystémiques et sociétaux ne peut reposer uniquement sur l'initiative d'un petit nombre de sociétés privées s'attachant à répondre aux problématiques immédiates du marché de l'emploi.

De par le monde, de nombreuses structures émergent pour repenser l'articulation entre recherche, éducation et actions sociétales. Le Resilience Center de Stockholm, le Centre de Recherches Interdisciplinaires de Paris, l'Institut de Recherche sur la Nature et l'Humanité (RYHN) à Kyoto... ces organisations d'un genre nouveau se constituent en marge des structures universitaires mais au sein de sa longue tradition.

Le 13 Février dernier à Lyon, un ensemble de chercheurs a publié une lettre ouverte pour la création d'une nouvelle Université de la Mutation Écologique²⁷. Signé par plus de 200 chercheurs, le texte appelle à la création d'une institution scientifique pilote alliant initiatives publiques et privées pour formuler des réponses aux différents défis que l'enseignement supérieur et la recherche traversent en France et à Lyon aujourd'hui.

27. L'appel est disponible sur le site simple-question.org



WWW.

RETROUVEZ
TOUTES LES ÉTUDES SUR

MILLENAIRE3.

COM

Métropole de Lyon
Direction de la prospective
et du dialogue public
20 rue du Lac
CS 33569 - 69505 Lyon Cedex 03